

## Intervention d'A.C ! Gironde aux journées d'automne du M'PEP

A Bordeaux du 8 au 10 novembre 2014 .

Mesdames et Messieurs bonjour,

Tout d'abord qu'il nous soit permis de remercier le M'PEP et plus particulièrement notre camarade Pascal CHAUVET pour nous avoir invité à intervenir dans ce débat au court de votre université d'automne.

Comme vous le savez sans doute, la situation face au chômage est loin d'être brillante. Les derniers chiffres diffusés par la DARES pour le mois de septembre 2014 font apparaître officiellement 3.432.500 chômeurs en France fin septembre 2014 soit une augmentation sur un mois de +0,6%. Pour vous donner une idée cela représente 19.200 demandeurs d'emplois en plus sur un mois soit quasiment une ville comme Libourne rayée de la carte par le chômage. Et régionalement la situation se détériore. L'Aquitaine accuse aussi une augmentation de +0,6% de chômeurs.

Ces chiffres sont d'autant plus graves si j'ajoute que Pôle emploi a radié en parallèle 283.300 personnes de la liste des demandeurs d'emploi sur ce même mois.

Sur un an cela représente une croissance de 4,3% soit 150.000 demandeurs d'emploi en plus toutes catégories confondues A, B, C et D. On a donc 10,3% de la population active touchée par le chômage.

Nos organisations de chômeurs disent qu'officieusement nous sommes en fait à 15% de chômeurs en France si on intègre toutes les personnes qui ne s'inscrivent pas à Pôle-Emploi et qui sortent donc du champ visuel des statistiques. Comme certains SDF trop détruits par ce système qui sont non-inscrits. Où ces précaires qui enchaînent petits CDD sur petits CDD et qui considère l'inscription à Pôle emploi comme une démarche administrative inutile et supplémentaire qui ne sert à rien. Ceux aussi, qui dégoutés par Pôle-Emploi ne s'inscrivent pas. Et surtout la grande majorité, qui n'ayant pas de droits à indemnisation évitent aussi de s'inscrire.

La situation de tous les chômeurs et précaires se dégrade rapidement tandis que dans le même temps la précarité de l'emploi se généralise. En effet 86% des embauches se font maintenant en CDD. En conséquence la pauvreté et la misère explose en France. 10 Millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 3,5 Millions sont mal logés et le dernier rapport de l'UNICEF publié fin octobre 2014 indique que 440.000 enfants sont les victimes directes de la crise.

Pôle-emploi quant à lui, oriente de plus en plus de chômeurs vers des entreprises de placements privés, ce qui perpétue le détricotage du service public de placement. Ce qui est signifiant ces dernier temps, c'est la faillite d'une de ces entreprises privés, C3 consultant, pourtant soutenue à hauteur de 2 Millions d'Euros par de l'argent publique

issu des caisses de Pôle-Emploi. C3 consultant ayant falsifié des contrats d'embauche, des dossiers d'accompagnement et détourné de l'argent public.<sup>2</sup> Cela aurait dû sonner le glas de l'expérience de l'accompagnement privé, et bien non ! La maison Pôle-Emploi étant complètement sur-bouqué face à la massification du chômage et en incapacité d'offrir un accompagnement correct aux demandeurs d'emploi, certains conseillers cumulent de 251 à 300 suivis individuels dans leur portefeuille, s'enferme quand-même à orienter l'accompagnement des demandeurs d'emploi vers le privé ; Pire Pôle Emploi va jusqu'à leur orienter ceux qui ont les meilleurs chances de retrouver un travail rapidement. Sciant ainsi la branche sur laquelle ils sont assis car demain il sera facile pour le privé d'annoncer que leurs performances en matière de placement dépassent celles du service public de l'emploi. Cela préfigure la privatisation futur de Pôle Emploi ou carrément une possible destruction.

Les logiques misent en œuvre désormais à l'intérieur de Pôle-Emploi sont de plus en plus déshumanisantes avec la volonté d'éloigner au maximum le chômeurs de son agence et de son conseiller. Pour se faire la direction de Pôle Emploi a créée différents suivis et notamment le suivi 100% Web qui laissera coller à la machine le demandeur d'emploi. En sachant que celui qui n'a pas créer un espace personnel sur le site de Pôle-Emploi a de plus en plus de difficultés à accéder aux offres. Demain il est prévu de remplacer l'accueil en agence par des bornes informatisées. On appelle cela les Visio-guichet qui sont déjà testé partout en France. Face à la détresse des demandeurs d'emploi, Pôle-Emploi cherche à dissimuler ses failles en offrant une fausse solution : la machine numérique.

Sous l'égide du ministère du travail est face à une équation sans solution Pôle Emploi doit faire baisser les chiffres du chômage sans pour autant avoir le nombre d'offres d'emploi requis : 1,4 Millions d'offres pour 5,3 Millions de chômeurs. Le rapport est donc d'une offre pour cinq demandeurs. La solution trouvée par le conseil d'administration de Pôle-Emploi c'est d'augmenter la pression par le contrôle sur les chômeurs, accusés de ne pas chercher suffisamment d'emploi que Pôle Emploi est lui incapables de trouver. Une expérimentation a donc été menée dans quatre départements sur le contrôle. A la suite un corps de Contrôleurs doit être créé en mars 2015 avec la volonté de radier les demandeurs d'emploi qui, soi-disant, ne recherchaient pas suffisamment d'offres. C'est d'autant plus vicieux que ces agents se font passer pour des agents accompagnateurs ce qui trompe les demandeurs d'emploi sur la finalité des entretiens. Rappelons ici que le contrôle à bien évidemment un but coercitif entraînant souvent une radiation qui suspend le paiement des allocations pour une durée plus ou moins longue. Pôle-Emploi augmente ainsi mécaniquement le nombre des radiations (dans les 4 régions expérimentatrices il y a eu de 8% à 35% de radiation consécutive). On présente une nouvelle fois le chômeur comme profiteur du système, supposé fraudeur et non pas comme une victime de la politique ultralibérale qui privilégie le profit au détriment de l'emploi. Pire pour votre petite information Pôle-Emploi s'apprête même à créer des agents spécialisés en interne en vérification des actes des conseillers en relations avec les usagers, sous couvert de recherche de performances.

**C'est la montée en puissance de la police privée de Pôle-Emploi. On imagine donc la paranoïa dans laquelle cette institution se trouve.**

**Et maintenant L'UNEDIC ; avec un déficit cumulé de 18 Milliards d'euros et un déficit de 4 Milliards d'euros sur l'année 2014, on peut dire qu'elle est en faillite. Le Medef au lieu d'augmenter les cotisations patronales a préféré emprunter sur les marchés financiers. Avec eux demain l'assurance chômage sera cotée en bourse et ils empocheront les bénéfices induits des actions et dividende pendant qu'en parallèle les chômeurs verront leurs droits totalement diminuer. Et ce n'est pas de la science fiction. Lors de la renégociation de la convention d'assurance chômage dite du 22 mars 2014 et négociation après négociation d'ailleurs, le MEDEF réussit toujours à faire valider par les syndicats associés à la gestion paritaire, des propositions qui diminuent les droits des demandeurs d'emploi. Rendez-vous compte, le délai de carence pour être indemnisé passe de 70 jours à 170 jours maximum, les fameux droits rechargeables, dans les faits, ne sont pas une avancée sociale mais une incitation à accepter n'importe quel boulot à n'importe quel prix et donc une accentuation de la précarité. Pire en modifiant les taux de calcul de l'indemnisation pour les chômeurs les plus aisés il réalise jusqu'à 400 Millions d'euros d'économie sur le dos des demandeurs d'emploi. L'âge pour percevoir 3 ans d'indemnisation passe de 50 à 52 ans. Mais il y a plus scandaleux, ils prélèvent des cotisations ASSEDIC sur les retraités qui travaillent et ce jusqu'à 65 ans. Leur volonté d'économie et de destruction de l'assurance chômage ira même jusqu'à détruire le système d'indemnisation spécifique contre la précarité de l'emploi du régime des intermittents et des intérimaires. A ce propos A.C ! a soutenu le mouvement des intermittents nationalement mais aussi localement.**

**Pendant que le patronat détruit nos acquis sociaux, le gouvernement sois-disant socialiste impose au peuple une politique libérale assumée et distribue des dizaines de Milliards au nom de la lutte contre le chômage aux entreprises privés :**

- **Le pacte de responsabilité qui représente 50 Milliards d'euros dont 25 Milliards est volé dans les caisses des allocations familiales**
- **Le crédit impôt compétitivité emploi qui représente entre 16 et 20 Milliards d'euros**
- **C'est aussi 220 Milliards d'euros distribués tous les ans aux entreprises**
- **Et c'est bien-sur une somme de 1,5 Milliard d'euros qui est encore distribué pour les 200.000 emplois d'avenir créé par le gouvernement qui ont été étendu aux privés dernièrement**

**Alors que le peuple crève la faim, cette argent publique s'envole dans les poches du patronat sans contrôle et sans qu'aucune création d'emploi ne soit imposé au MEDEF. Il est évident qu'il est plus facile pour le gouvernement de stigmatiser et de culpabiliser les pauvres plutôt que de contraindre le MEDEF, les actionnaires et les financiers a crée des emplois.**

**Nous, précaires, devons passer à l'offensive contre le MEDEF et ses larbins du gouvernement.**

**A.C ! Vous invite à une manifestation contre le chômage et les précarités le 6 décembre 2014. C'est le moment de saisir cet instant de lutte collective. A.C ! appellent les chômeurs et les précaires du public comme du privé et aussi tous les salariés a développer la mobilisation en cours pour la juste indemnisation du chômage et de la précarité par la garantie d'un revenu inconditionnel et personnel en aucun cas inférieur au smic mensuel, pour la participation des chômeurs à UNEDIC et partout ou se décide leur sort. Nous exigeons : le partage du temps de travail et des richesses, l'augmentation des minima sociaux et du smic, la suppression des radiations, le libre choix des formations et de son emploi et la prise en compte des solutions alternatives proposées. Nous espérons que le 6 décembre vous passerez à l'offensive avec nous et que vous serez nombreux place la de Victoire à Bordeaux à 15 heures.**

**Merci de votre attention.**

**Bordeaux le 5 novembre 2014**

**Joëlle Moreau et Carl Pivet**